

Présidentielle (France) - Déclaration après le premier tour : Pas une voix pour l'extrême droite, battre le néolibéralisme de Macron dans la rue

mercredi 13 avril 2022, par [Attac France](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2022).

Le résultat du 1^{er} tour de l'élection présidentielle conduit à une nouvelle opposition entre l'extrême droite de Marine Le Pen et le néolibéralisme autoritaire d'Emmanuel Macron.

Le score inédit des candidat·es d'extrêmes droites est le fruit d'un trop plein de politiques de casse des solidarités, de montée des inégalités, d'alternances sans changements de notre quotidien, de propagation des discours racistes. Mais le dernier mandat d'Emmanuel Macron porte une responsabilité particulière tant les violences sociales et politiques déployées ont été fortes. Le président des riches a mené consciencieusement une casse des conquits sociaux, des politiques économiques au service des ultra-riches et des multinationales, caractérisées par l'inaction environnementale, et la mise à mal des services publics, de la santé, de l'éducation. En même temps, ses ministres et lui-même n'ont eu de cesse de légitimer les obsessions identitaires et racistes de l'extrême droite.

La crise démocratique est profonde ; cette élection ne la résoudra pas et va, au contraire, l'aggraver. La défiance vis-à-vis des institutions représentatives se nourrit en effet de la précarité et de l'exclusion, que l'accélération des politiques néolibérales, doublées pour l'une d'une approche xénophobe et nationaliste, ne feront qu'accentuer. Cette défiance nourrit l'abstention, qui a atteint son plus haut niveau depuis 2002. Au surplus, nombre de citoyen·nes se sont persuadé·es que cette élection sans véritable campagne et débats était jouée d'avance.

La situation politique que nous devons affronter peut à raison nous désespérer. Car le résultat de ce 1^{er} tour est très préoccupant. Il l'est en premier lieu pour les populations dans le viseur de Marine Le Pen, d'Eric Zemmour et des forces qui les soutiennent, dont la violence serait légitimée si l'extrême droite accédait au pouvoir : l'islamophobie, l'antisémitisme, la xénophobie se répandraient largement dans les discours comme dans les actes. Les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ seraient attaqués. Les militant·es des mouvements sociaux et de la gauche seraient menacé·es.

Nous savons que l'extrême droite est notre pire ennemi et qu'aucune voix ne doit la renforcer ni lui permettre d'accéder au pouvoir.

L'absence de réelle campagne et la virulence d'Eric Zemmour ont servi la candidature de Marine Le Pen en passant sous silence sa nature et ses propositions réelles. Son projet est structuré autour de la préférence nationale, en rupture avec l'égalité des droits, par la volonté de fracturer davantage encore notre société, en mettant au ban de celle-ci les personnes étrangères et celles de confession musulmane. Les politiques de Marine Le Pen ne sont pas une alternative à celles d'Emmanuel Macron, le président des riches, qu'Attac a vivement combattu : son projet économique est tout autant inégalitaire, elle est l'autre candidate des riches et des multinationales, la xénophobie et le

nationalisme en plus. Croire que le sort des chômeurs, des chômeuses et des précaires serait amélioré avec l'extrême droite est une dangereuse illusion tant son programme attaque les bénéficiaires des minimas sociaux et défend une baisse du coût du travail.

Le danger est grand. Les situations brésilienne, hongroise ou indienne nous le montrent avec le déploiement de violences, de politiques inégalitaires et contre les droits des femmes et nous rappellent que ces courants, une fois au pouvoir, se donnent tous les moyens d'y demeurer. **Il nous faut battre Le Pen dans les urnes pour pouvoir battre Macron dans la rue.**

Si la gauche n'atteint pas le 2^e tour de très peu, elle s'est renforcée depuis 2017 avec une forte mobilisation des jeunes, des quartiers populaires et au sein des DOM. Ils et elles se sont exprimées massivement pour une gauche de rupture avec le néolibéralisme et le productivisme dont les idées font écho aux positions défendues par Attac et de nombreux mouvements sociaux. **C'est un encouragement pour l'avenir. Les besoins d'une véritable justice sociale, fiscale et écologique sont réels et largement partagés.** C'est sur cette base, pour défendre une meilleure répartition des richesses et du temps de travail, l'égalité entre les femmes et les hommes, un service public et une protection sociale de haut niveau, une réelle bifurcation écologique et un profond renouvellement démocratique que nous appelons à un sursaut individuel et collectif. Plus que jamais, il apparaît indispensable de poursuivre les luttes collectives et de créer du collectif là où il a disparu ou a été mis à mal, sur nos lieux de vie et de travail.

Attac prendra toute sa part au sein des mouvements sociaux dont le rôle doit être de porter un message d'espoir, de résistance et de rupture avec le néolibéralisme. Le second tour de la présidentielle ne doit pas marquer la fin des mobilisations. Les voix qui se sont exprimées en faveur de l'émancipation, de la solidarité, de l'égalité, des droits humains et de la justice doivent continuer à se faire entendre dans la rue.

12 avril 2022

Déclaration du Conseil d'administration d'Attac France
